

# Actualité fiscale - Nos sélections au 30 août 2012

## Articles

1.	Facturation : les entreprises doivent s'adapter aux nouvelles règles fiscales pour le 1 <sup>er</sup> janvier 2013, Option Finance n°1185 du lundi 27 août 2012, pp. 20-22.
2.	La solidarité fiscale n'exonère pas l'administration de son obligation de notifier les actes de la procédure de rectification à l'ensemble des débiteurs solidaires, Option Finance n°1185 du lundi 27 août 2012, p. 22.
3.	La double imposition économique des plus-values sur les biens faisant l'objet d'un apport partiel d'actif sera-t-elle validée par la CJUE ?, Option Finance n°1185 du lundi 27 août 2012, p. 23.
4.	Facturation et délais de paiement : bilan 2011-2012 et perspectives 2013, Option Finance n°1185 du lundi 27 août 2012, pp. 24-26.
5.	Evaluation d'entreprises : IAS 36 et la méthode des "flux de trésorerie attendus", Option Finance n°1185 du lundi 27 août 2012, pp. 30-31.
6.	Projet de renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale dans l'Union européenne, Option Finance n°1185 du lundi 27 août 2012, pp. 33-34.
7.	La TTF s'applique depuis le 1 <sup>er</sup> août en France / Fatca : des précisions attendues sur les accords bilatéraux, Option Finance n°1185 du lundi 27 août 2012, pp. 43-44.
8.	Deuxième loi de finances rectificative pour 2012 : principales dispositions en matière de fiscalité des entreprises, Gazette du Palais n°232 à 236 du dimanche 19 au jeudi 23 août 2012, pp. 7-26.
9.	Deuxième loi de finances rectificative pour 2012 : principales dispositions en matière de fiscalité des particuliers, Gazette du Palais n°232 à 236 du dimanche 19 au jeudi 23 août 2012, pp. 29-37.
10.	Deuxième loi de finances rectificative pour 2012, FR n°35 du 11 août 2012.
11.	L'amorce d'une nouvelle politique fiscale, Gazette du Palais n°232 à 236 du dimanche 19 au jeudi 23 août 2012, p. 3.
12.	Les transactions financières au crible des prix de transfert, La lettre du Trésorier n°288 de février 2012, pp. 11-19.

13.	Pour une taxe intelligente sur les transactions financières, La lettre du Trésorier n°289 de mars 2012, p. 3.
14.	Dividende majoré : Quelques précisions, ANSA 2012-III, n°12-039, pp. 1-2.
15.	Doit-on modifier les comptes annuels en cas d'erreur découverte après leur approbation ?, ANSA 2012-III, n°12-025, pp. 1-5.
16.	AGA et SO aux mandataires sociaux des filiales d'une société cotée : champ des obligations à l'égard des salariés, ANSA 2012-III, n°12-029, pp. 1-5.
17.	Traitement fiscal des dividendes : Cas des OPCVM résidents et non résidents, ANSA 2012-III, n°12-030, pp. 1-2.
18.	Prélèvements fiscaux et sociaux sur le capital investi en actions et obligations, ANSA 2012-III, n°12-034, pp. 1-23.
19.	Récents évolutions textuelles pour une pratique régulière en matière de TVA, Cahiers de droit de l'entreprise n°4 de juillet-août 2012, pp. 49-51.
20.	Pénalités fiscales et pouvoirs du juge : la CEDH valide l'approche du Conseil d'Etat, RJF 8-9/12, pp.699-705.
21.	L'ISF sera de nouveau plafonné à partir de 2013, Le Figaro.fr du 12 août 2012.
22.	ISF : le gouvernement veut réduire l'ampleur des exonérations, Les Echos du 24 août 2012.
23.	Outil de travail, impatriés : les avantages menacés, Les Echos du 24 août 2012.
24.	Impôts : le capital-investissement français envisage de s'exiler, La Tribune du 13 août 2012.

## Jurisprudence

25.	Arrêt du CE 30 mai 2012 n°340485, 3 <sup>e</sup> et 8 <sup>e</sup> s.-s., min. c/ Sté Tipiak : Intégration fiscale - Société tête de groupe redressée sur ses résultats propres : saisine de la commission départementale, RJF 8-9/12 n°792.
26.	Jugement du TA Cergy-Pontoise 28 mars 2012 n°0802180, 2 <sup>e</sup> ch., SA PPR : En présence d'une garantie de passif, l'indemnité versée par le cédant ne peut venir en diminution du prix de revient des titres pour l'entreprise cessionnaire, quand bien même la clause est prévue dans l'acte de cession et non dans un avenant, RJF 8-9/12 n°795.
27.	Arrêt du CE 16 novembre 2011 n°326913, 3 <sup>e</sup> s.-s., min. c/ Sté Fralsen Holding : La société mère qui consent de nouvelles avances à une filiale dont la survie paraît improbable court un risque manifestement exagéré constitutif d'un acte anormal de gestion, RJF 8-9/12 n°799.
28.	Arrêt du CE 4 juin 2012 n°350003, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., min c/ Sté Old Town : La renonciation par l'acquéreur d'un

	contrat sans intérêts à faire usage des clauses conventionnelles de renégociation qui permettrait d'obtenir le versement de tels intérêts doit être justifiée par une contrepartie et présenter un intérêt pour l'entreprise, RJF 8-9/12 n°801.
29.	Arrêt de la CAA Paris 22 mars 2012 n° 10PA01140, 5 <sup>e</sup> ch., Ministre du budget c/ Sté Caixa Geral de Depositos : Une banque étrangère est libre de choisir le mode de financement de sa succursale française, RJF 8-9/12 n°803.
30.	Arrêt de la CAA Versailles 27 mars 2012 n° 10VE01171, 1 <sup>e</sup> ch., Sté Nestlé Entreprises : Transfert indirect de bénéficiaires à l'étranger : minoration des prix de vente à une filiale étrangère, RJF 8-9/12 n°804.
31.	Arrêt du CE 16 mai 2012 n° 325370, 10 <sup>e</sup> et 9 <sup>e</sup> s.-s., Sté GDF Suez Energie Services : L'apport de parts d'un GIE peut être assimilable à l'apport d'une branche complète d'activité, RJF 8-9/12 n°806.
32.	Arrêt du CE 21 mai 2012 n° 326755, 9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup> s.-s., Cazottes : Fusions - L'écart de réévaluation des actifs de la société confondue vient en diminution du mali déductible, RJF 8-9/12 n°807.
33.	Arrêt de la CAA Lyon 5 avril 2012 n° 11LY01863, 5 <sup>e</sup> ch., Caron : Déduction de la TVA sur marge refusée pour défaut de certaines mentions dans l'acte, RJF 8-9/12 n°810.
34.	Jugement du TA Cergy-Pointoise 13 mars 2012 n°09013621 et 1002731, 2 <sup>e</sup> ch., SARL DHL Exel Central Services : La résiliation du bail avant l'expiration de la période incompressible prévue au bail ainsi que l'absence de démarches pour trouver un sous-locataire sont sans incidence sur l'obligation mise à la charge du locataire par le bail de poursuivre le versement des loyers jusqu'à une certaine date, le locataire pouvant dès lors déduire la TVA grevant lesdits loyers, RJF 8-9/12 n°811.
35.	Jugement du TA Montreuil 24 février 2012 n° 1008306, 10 <sup>e</sup> ch., Sté Off The Beaten Path LLC : Convention France-Etats-Unis du 31 août 1994 - Les revenus réputés distribués par l'article 115 quinquies du CGI ne peuvent être imposés en France, RJF 8-9/12 n°818.
36.	Arrêt du CE 4 mai 2012 n° 338501, 3 <sup>e</sup> et 8 <sup>e</sup> s.-s., Hamet : Requalification de plus-values sur titres en revenus distribués sur le terrain de l'abus de droit, RJF 8-9/12 n°846.
37.	Arrêt du CE 10 mai 2012 n° 329693, 9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup> s.-s., Dupuis Bardinal : Procédure de l'abus de droit fiscal - Le fait générateur rattaché à la date de l'opération et non à celle de l'acte écarté, RJF 8-9/12 n°847.
38.	Arrêt de la CAA Versailles 16 décembre 2011 n°10VE03817, 6 <sup>e</sup> ch., SA Soletanche Freyssinet : La filiale membre d'un groupe fiscalement intégré ne peut pas contester l'IFA acquittée spontanément par la société mère en l'absence de mandat d'agir, RJF 8-9/12 n°863.
39.	Arrêt de la Cass. com. 15 mai 2012 n° 11-17.972 (n° 525 F-PB), Directeur général des finances publiques c/ Sté Bruijnse expert-comptable : Caractère complet et autonome d'une branche d'activité malgré l'absence d'apport des créances clients, RJF 8-9/12 n°874.
40.	Arrêt de la Cass. Com. 15 mai 2012 n°11-17.848 (n°552 F-D), Crts Wibaux : C'est au contribuable de rapporter la preuve des difficultés financières alléguées à la date du fait générateur de l'ISF, de nature à justifier que les comptes courants soient évalués à leur valeur probable de recouvrement, inférieure à la valeur nominale figurant au bilan, RJF 8-9/12 n°878.

41.	Arrêt de la CEDH 7 juin 2012 aff. 4837/06, 5 <sup>e</sup> sect., Segame c/ France : Les stipulations de l'article 6§1 de la Convention n'impliquent pas une modulation par le juge de l'impôt d'une pénalité fiscale même dans le cas où il s'agit d'une pénalité à taux unique, RJF 8-9/12 n°888.
42.	Arrêt de la CA Paris, ch. 5-7, 31 janvier 2012, n°10-23294, Sté Médica foncière La Celle 78 : L'engagement de revente subsiste, malgré l'annulation de parts de SCI sur lesquelles il portait suite à la dissolution sans liquidation de la société, s'il peut être considéré, compte tenu des circonstances, comme reporté sur l'immeuble que représentaient les parts, L'indicateur de l'Enregistrement n°910 de juin-juillet 2012, §19.914.
43.	Arrêt du CE 20 juin 2012, n°342753, 3 <sup>e</sup> et 8 <sup>e</sup> s.-s. : Les frais exposés par les membres du conseil de surveillance d'une SA ne sont pas déductibles tant que leur remboursement n'a pas été autorisé, en totalité ou en partie, par une délibération du conseil de surveillance, JCP E 2012, act. 442, Cahiers de droit de l'entreprise n°4 juillet-août 2012, p. 7.

## Législation française

44.	Loi n°2012-958 du 16 août 2012 de finances rectificative pour 2012, JORF du 17 août 2012. <a href="#">Document à télécharger</a> .
-----	--

## Fiscalité internationale et communautaire

45.	La Commission européenne a publié son rapport 2012 relatif aux finances publiques de l'Union Economique et Monétaire Européenne. <a href="#">Document à télécharger</a> .
-----	---

## B.O.I

46.	5 L-2-12 n°63 du 10 août 2012 : contribution exceptionnelle sur les hauts revenus. Commentaires de l'article 2 de la loi de finances pour 2012 (n° 2011-1977 du 28 décembre 2011). <a href="#">Document à télécharger</a> .
-----	---